

# GE\_GERICHTE P/24262/2016 vom 6. Oktober 2017

GE Cour de justice, 2017-10-06, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge\\_gerichte\\_P\\_24262\\_2016](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_P_24262_2016)

FR: GE\_GERICHTE P/24262/2016 du 6 octobre 2017

IT: GE\_GERICHTE P/24262/2016 del 6 ottobre 2017

## Regeste

DÉCISION D'IRRECEVABILITÉ | CPP.310; CP.177

## Erwägungen

### E. 1

Le recours est recevable pour avoir été déposé selon la forme et dans le délai prescrits (art. 385 al. 1 et 396 al. 1 CPP), concerner une ordonnance sujette à recours auprès de la Chambre de céans (art. 393 al. 1 let. a CPP) et émaner de la partie plaignante qui, partie à la procédure (art. 104 al. 1 let. b CPP), a qualité pour agir, ayant un intérêt juridiquement protégé à la modification ou à l'annulation de la décision querellée (art. 382 al. 1 CPP).!

### E. 2

La Chambre pénale de recours peut décider d'emblée de traiter sans échange d'écritures ni débats les recours manifestement irrecevables ou mal fondés (art. 390 al. 2 et 5 a contrario CPP). Tel est le cas en l'occurrence, au vu des considérations qui suivent.!

### E. 3

Le requérant fait grief au Ministère public d'avoir prononcé prématurément une ordonnance de non entrée en matière.!

#### E. 3.1

S'il ressort de la dénonciation, du rapport de police ou – même si l'art. 310 al. 1 CPP ne le mentionne pas – de la plainte que les éléments constitutifs d'une infraction ou les conditions de l'ouverture de l'action pénale ne sont manifestement pas réunis, le Ministère public rend immédiatement une ordonnance de non-entrée en matière (art. 310 al. 1 let. a CPP). La question de savoir si les faits qui sont portés à sa connaissance constituent une infraction à la loi pénale doit être examinée d'office par le Ministère public. Des motifs juridiques de non-entrée en matière existent lorsqu'il apparaît d'emblée que le comportement dénoncé n'est pas punissable (A. KUHN / Y. JEANNERET (éds), Commentaire romand : Code de procédure pénale suisse, Bâle, 2011, n. 10 ad art. 310). Le Ministère public et l'autorité de recours disposent, dans ce cadre, d'un certain pouvoir d'appréciation. La procédure doit se poursuivre lorsqu'une condamnation apparaît plus vraisemblable qu'un acquittement ou lorsque les probabilités d'acquiescement et de condamnation apparaissent équivalentes, en particulier, en présence d'infraction grave (ATF 138 IV 86 consid. 4.1.2 p. 91; 137 IV 285 consid. 2.5 p. 288; arrêt du Tribunal fédéral 1B\_112/2012 du 6 décembre 2012).!

#### E. 3.2

Se rend coupable d'injure celui qui aura, par la parole, l'écriture, l'image, le geste ou par des voies de fait, attaqué autrui dans son honneur (art. 177 al. 1 CP). L'infraction se poursuit sur plainte.![endif]>![if>

### **E. 3.3**

En l'espèce, le recourant se dit persuadé que des photographies compromettantes ont été prises de lui, en 2010, tout en disant avoir cru ses amis quand ils lui avaient dit que tel n'était pas le cas. Il fait état de ressenti, d'une certitude, que les photos auraient été diffusées et que des rumeurs selon lesquelles il aimait les enfants s'étaient propagées. Cependant, il ne donne aucun élément permettant de déterminer qui l'aurait injurié, dans quelles circonstances précises et à quelles dates.![endif]>![if> Faute de fournir les éléments constitutifs de l'infraction dont il se prétend victime, c'est à bon droit que le Ministère public a refusé d'entrer en matière.

### **E. 4**

Justifiée, la décision querellée sera donc confirmée.![endif]>![if>

### **E. 5**

Le recourant, qui succombe, supportera les frais envers l'État, qui seront fixés en totalité à CHF 800.- (art. 428 al. 1 CPP et 13 al. 1 du Règlement fixant le tarif des frais en matière pénale, RTFMP ; E 4 10.03).![endif]>![if> \* \* \* \* \*

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.